

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2015)

Heft: 2080

Artikel: Un mariage de raison qui tient bon : Romands et Alémaniques s'entendent plutôt mieux qu'il y a quinze ans, foi de témoin : Christophe Büchi

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017331>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour éviter de mettre en danger la judicieuse réforme de la redevance, il aurait mieux

valu la différer et la proposer après le débat sur le service public et les médias à l'ère du numérique, annoncé pour l'an

prochain. On est, bien sûr, toujours plus intelligent avec du recul!

Un mariage de raison qui tient bon

Romands et Alémaniques s'entendent plutôt mieux qu'il y a quinze ans, foi de témoin: Christophe Büchi

Yvette Jaggi - 24 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27652>

Né à Fribourg de parents alémaniques, formé auprès des Universités de Fribourg et de Lausanne, longtemps correspondant en Suisse romande de quotidiens zurichois, journaliste et auteur bilingue, Christophe Büchi s'intéresse passionnément à ce qui fait tenir les Suisses ensemble, par-delà les frontières intérieures, linguistiques et culturelles.

Avec sérieux et humour, il décrivait en 2001 ce [Mariage de raison](#) qui unit *Romands et Alémaniques: une histoire suisse*. En 2015, il reprend le sujet. Même titre, même éditeur, impression passée de Genève en Italie, nombre de pages augmenté de 334 à 462, prix de vente en librairie abaissé de 36 à 30 francs. Adjonction d'un glossaire original qui explique une cinquantaine de termes appartenant au vocabulaire politique suisse et au jargon fédéral. Addition aussi d'un index des personnes qui ont fait l'histoire suisse, dont une seule est encore active: Christoph Blocher, évidemment. En prime, le

lecteur trouve un index des thèmes qui comptent dans ce pays, de A comme absinthe à Z comme Zurich.

Sur le fond, Christophe Büchi ajoute un septième chapitre à son histoire du «*mariage de raison*». Après la période 1945-2000 qui a vu se creuser le *Röstigraben*, voici les années 2000-2014 intitulées «*L'accalmie, vraiment?*». Le refus de l'Espace économique européen a fait place à l'acceptation des accords bilatéraux et du milliard pour les pays de l'Est.

La sourdine progressivement mise au triomphalisme zurichois a contrasté avec l'essor de l'Arc lémanique. La germanisation rampante que d'aucuns pressentaient ne s'est produite ni au Jura ni le long de la Sarine. Et le Gripen, qui avait pris un timide envol en Suisse alémanique, s'est trouvé promptement rabattu au sol par une majorité composée des citoyens de la Suisse latine.

Dans l'ensemble, le couple formé de «*Monsieur Deutschschweizer et Madame*

Romande» fonctionne plutôt bien, dans la mesure où les deux se complètent et se tolèrent - avec un petit sourire.

Lui aime se prononcer sur des projets concrets dont il évalue attentivement les coûts et les avantages. Au lieu de comptes, elle fait volontiers de la philosophie, surtout quand il s'agit des services publics, de la fourniture d'électricité ou de la poste pour tous. Il se montre plus réservé à l'égard des interventions de l'Etat et s'indigne des abus dénoncés souvent à tort par l'UDC (immigration, asile, aide sociale). Elle se montre plus accommodante, par exemple en matière d'endettement public et de régimes fiscaux particuliers. Il se fâche en voyant les cadres venus d'Allemagne faire concurrence aux Suisses plus coûteux, elle souffre de voir la France s'affaiblir et perdre des points dans les classements. Heureusement, l'un et l'autre - et leurs enfants plus encore - reconnaissent Berlin comme une destination à la mode.

L'entente est la règle, pas l'exception

Romands et Alémaniques tombent d'accord sur nombre de sujets, pour dire non comme pour la caisse-maladie unique rejetée à deux reprises, ou pour dire oui comme à l'initiative Minder, acceptée haut la main dans tous les cantons et à une majorité des deux tiers des deux côtés de la Sarine. L'analyse des scrutins le montre clairement: «*Les votations qui donnent des résultats sans différence significative ne sont pas l'exception, mais la règle.*»

Alors, l'accalmie? Pas vraiment. Le vote du 9 février 2014 laisse des traces, à l'intérieur du pays entre villes et campagnes mais aussi entre Romands et Alémaniques. Et la mise en œuvre divise le pays. Christophe Büchi juge sans doute insuffisant l'effet de catharsis obtenu par la déconfiture d'Ecopop. Le lecteur sent en tout cas qu'il met un secret espoir en une nouvelle votation, probablement pas sur l'initiative Rasa ([DP 2062](#)) mais suivant une procédure qui reste à définir. Après tout, le droit de vote des femmes, l'adhésion à l'ONU,

l'assurance-maternité ne sont pas passés du premier coup. Le peuple et les cantons se raviseront-ils, renonceront-ils aux contingents indignes et inacceptables?

Mais il y a d'autres soucis, plus proches, sans doute plus viscéraux aussi: la première décennie du millénaire aura vu l'irruption de l'école sur la scène fédérale. Certes la voie du concordat préserve la souveraineté cantonale en matière d'instruction publique. Mais Harmos peine à faire régner l'harmonie, avec un *Lehrplan 21* remis en cause dans la moitié des cantons alémaniques. Quant à l'enseignement des langues dites étrangères (*Fremdsprachen*), organisé à la carte par les cantons, il donne lieu à une désagréable «*cacophonie fédérale*» qui pourrait finalement bénéficier à l'anglais, mondialisation oblige, de Genève au Toggenburg.

Indépendamment de son aspect identitaire, la difficile question des langues bat en brèche le fédéralisme. De fait, les compétences cantonales se trouvent contestées dans les trois secteurs-clés où, selon la Constitution fédérale, elles

devraient prévaloir. En témoignent les effets de la nouvelle loi fédérale sur l'aménagement du territoire et les réactions très négatives au projet de deuxième révision, ainsi que l'idée de «*politique culturelle nationale*» ([DP 2059](#)), exprimée et développée dans le *Message* culture pour les années 2016-2020 et donc, désormais, le débat chahuté sur la place des différentes langues dans les programmes scolaires.

Pour le «*mariage de raison qui a connu ses hauts et ses bas*», l'épreuve de ces programmes s'annonce dure. Seule échappatoire dans un domaine scolaire que l'UDC arpente de plus en plus intensément ([DP 1996](#)): renforcer les langues suisses. C'est même une «*mission urgente*», insiste Christophe Büchi dans la conclusion de son livre et dans chaque [interview](#). Il sonne [l'alerte](#), mais se montre relativement optimiste contrairement à José Ribeaud, signataire de [La Suisse plurilingue se dégingle](#).

Un avenir très proche nous dira lequel des deux aura vu juste. Et nous indiquera si le mariage de raison résistera à ce dangereux coup de canif.